

13^e congrès national

Novembre
2025

de la FSU-SNUipp

CONSULTATION INTERNE

**TEXTES D'ORIENTATION
DES TENDANCES**



**RETROUVEZ LA FSU-SNUIPP SUR
LES RÉSEAUX SOCIAUX**

facebook.com/snuipp
@fsu-snuipp.bsky.social
@snuipp.fr

snuipp.fr

Site national et sa lettre de diffusion électronique. Pour s'informer sur l'actualité syndicale et sur l'École en général.

Publication réalisée en octobre 2025



Cher-ère adhérent-e,

En 1992, les fondateurs et fondatrices de la FSU et du SNUipp

ont fait le choix de créer un syndicalisme unitaire et pluraliste, basé sur la reconnaissance du droit de tendance. Ce choix permet de confronter plusieurs orientations et de travailler à trouver une synthèse qui puisse rassembler les personnels. Ce principe figure en bonne place dans le préambule de nos statuts et se traduit notamment par la formule « 51% du syndicat ne peut pas dicter son point de vue aux 49% restants ».

La synthèse, c'est donner corps au principe qu'un syndicat appartient à l'ensemble de ses membres et que toutes et tous puissent s'y retrouver. C'est la volonté de faire avec tout le monde et donc la nécessité de se donner les moyens d'y arriver. Le congrès d'Aix-les-Bains qui s'est tenu en juin 2025 a été une fois de plus l'occasion de mettre en pratique cette forme originale de débat d'idées et a permis d'élaborer l'orientation du syndicat pour les trois années à venir.

À la suite de ce congrès, l'ensemble des syndiqué-es ont à nouveau l'occasion de s'exprimer en donnant leur appréciation sur l'orientation de la FSU-SNUipp à partir de cinq textes présentés par les tendances et par des groupes de syndiqué-es.

Aussi, plus vous serez nombreuses et nombreux à voter, plus la FSU-SNUipp sera à l'image de ses syndiqué-es...

Alors, du mardi 18 novembre au mardi 9 décembre 2025, **VOTEZ !**

Syndicalement

La FSU-SNUipp

TEXTES D'ORIENTATION

UNITÉ & ACTION ET SANS TENDANCE

Pour une FSU-SNUipp à l'offensive

UA&ST est la tendance majoritaire de la FSU-SNUipp et de la FSU. Ouverte à toutes et tous, elle promeut un syndicalisme de masse au plus près du terrain, qui s'appuie sur le débat et la construction collective de mobilisations permettant un rapport de force majoritaire.

POUR UNE AUTRE ÉCOLE

Pour que l'école remplisse ses missions et soit réellement inclusive, il faut des moyens à la hauteur des enjeux. À l'écoute de la profession, UA&ST revendique de meilleures conditions de travail pour tous les personnels PE, AESH et PsyEN qui seront tout autant de meilleures conditions de scolarisation pour les élèves. Cela doit passer par :

- ▶ La diminution des effectifs dans toutes les classes ;
- ▶ La reconstitution de RASED complets intervenant dans toutes les écoles ;
- ▶ Des AESH en nombre suffisants ;
- ▶ Des moyens aux directrices et directeurs pour exercer leur fonction ;
- ▶ L'affirmation de la spécificité de l'école maternelle et la scolarisation des moins de 3 ans ;
- ▶ Le rétablissement et la généralisation des « plus de PE que de classes » ;
- ▶ La relance de l'éducation prioritaire, basée sur la situation de chaque école ;
- ▶ La préservation de l'école rurale ;
- ▶ La forte baisse démographique annoncée est une opportunité historique à saisir pour atteindre ces objectifs.

Ces moyens doivent impérativement s'accompagner d'une reprise en main de nos métiers.

En deux ans et demi, sept ministres se sont succédé sans que la politique éducative ne soit remise en cause. Les évaluations nationales standardisées couplées aux nouveaux programmes de français et mathématiques, ainsi que les contenus de la réforme de la formation initiale sont l'aboutissement de réformes qui tendent à protocoliser les apprentissages, transformant les PE en simples exécutant-es de « bonnes pratiques ». Une démarche à l'opposé du nécessaire travail de réflexion et de compréhension, qui ne peut que creuser les inégalités.

Le congrès d'Aix-les-Bains a réaffirmé la nécessité de développer les rencontres et les débats avec les professions. UA&ST fait le pari du renforcement de la professionnalité des enseignant-es et des AESH en leur redonnant confiance en leur expertise.

AVEC DES PERSONNELS MIEUX RECONNUS

La crise d'attractivité du métier s'installe dans la durée et le sentiment de dévalorisation est de plus en plus prégnant et conforté par un pouvoir d'achat en baisse. Il est urgent d'inverser la tendance, cela passe notamment par des salaires revalorisés, inscrits dans un déroulement de carrière amélioré et une mobilité facilitée.

Si des avancées ont été obtenues, auxquelles UA&ST a grandement contribué, l'objectif reste bien une revalorisation sans contrepartie à hauteur des autres fonctionnaires de catégorie A. Il faut réduire le temps d'enseignement (sans diminuer le temps élève) et mettre fin aux inégalités femmes/hommes. Il est urgent de stopper le recours aux contractuel·les et d'obtenir pour les AESH un vrai statut de fonctionnaire leur permettant d'avoir des perspectives d'évolution de salaire, de carrière et de mobilité.

Le pouvoir d'achat des retraité-es doit également être amélioré. Pour toutes et tous, la santé doit être prise en charge à 100 % par la sécurité sociale.

DANS UNE SOCIÉTÉ PLUS JUSTE

Pour UA&ST, il est essentiel que la FSU-SNUipp prenne toute sa place dans les questions sociales, féministes, antiracistes et écologiques, contre toutes les discriminations, dans toutes les actions de solidarité, de défense des droits humains. Alors que l'extrême droite est aux portes du pouvoir et que ses idées se banalisent largement dans la sphère politique et au-delà, notre engagement pour une société basée sur des valeurs de liberté, de solidarité, d'égalité doit être sans faille.

À Unité Action & Sans Tendance, notre action est guidée par la nécessité de donner confiance dans l'action collective construite avec et pour la profession, avec des revendications lisibles, qui constituent un projet ambitieux et combatif pour l'école, les services publics et la société.

Les élu-es Unité & Action et Sans Tendance de l'équipe nationale :

Auréli GAGNIER, Nicolas WALLET, Virginie AKLIOUAT, Alexandra BOJANIC, Franck BROCK, Nolwenn CLARK, Julien COLOMBEAU, Magdalena CONCA, Lauriane DELAPORTE, Marie DENIS, Julien FERNANDEZ, Sophie GRENON, Sarah HAMOUDI WILKOWSKY, Pascal HOUDU, Betty JEAN DIT TEYSSIER, Mariane LE PENNEC, Joëlle NOLLER, Nina PALACIO, Thomas PIN, Julien POIRIER, Virginie PRIVAT, Rivomalala RAKOTONDRAVELO, Anaïs RICHARD, Rachel SCHNEIDER, Ghislaine UMHAUER.

ÉCOLE ÉMANCIPÉE ET DES SYNDIQUÉ·ES HORS TENDANCE

Pour un syndicalisme offensif, porteur d'alternatives pour l'École et la société

La crise politique dans laquelle la France s'enlise est la conséquence du chaos provoqué par les choix du président Macron. Son obstination à maintenir la même ligne néolibérale et autoritaire, responsable du creusement des inégalités, du démantèlement des solidarités et de fractures dans la société, se traduit par un rejet massif, y compris dans les urnes.

Un an après le vote bafoué des législatives, l'été a été marqué par la montée d'une colère sociale qui, après le rejet massif de la loi Duplomb, s'est cristallisée sur le refus du projet de budget. L'impasse sur la contribution des plus riches et des grandes entreprises mène à une véritable casse sociale qui tourne le dos aux besoins de la population.

Cette séquence pose les ingrédients d'une rupture et ouvre une temporalité où le basculement est possible. Il incombe à notre syndicalisme de rendre possibles et crédibles les alternatives et d'avancer dans l'unité pour les imposer contre le projet de l'extrême-droite.

Un syndicalisme qui avance pour l'École et ses personnels

Les politiques éducatives, responsables du creusement des inégalités scolaires, ont des effets délétères sur le travail, en assujettissant les pratiques, en cassant les collectifs et en faisant entrer des logiques fondées sur la mise en concurrence des personnels, l'accentuation de la performance et de l'évaluation dans les écoles. La FSU-SNUipp doit combattre fermement ces évolutions, responsables de la perte de sens et de la désaffection des métiers.

La précarité doit être combattue et l'amélioration des conditions de travail redevenir une priorité de l'action syndicale. Hausse des salaires et des pensions, moyens supplémentaires dans les écoles pour travailler autrement et réussir une école réellement inclusive, création d'un corps de fonctionnaires pour les AESH et amélioration de leurs conditions d'emploi... pour l'École Émancipée, la FSU-SNUipp doit continuer d'agir sur tous ces fronts.

Un syndicalisme qui agit sur le monde

L'école ne peut pas changer sans changer la société elle-même : l'École Émancipée porte un projet émancipateur adossé à des alternatives sociales, économiques et écologiques. Le syndicalisme doit peser fortement sur la transformation de la société en prenant appui sur la défense des droits, des libertés, de l'égalité sans distinction aucune et des solidarités intergénérationnelles.

La mobilisation contre le budget, les manifestations féministes ou écologistes soutenues par la jeunesse, rappellent notre rôle fondamentalement politique. Il est urgent de rompre avec ce système pour construire une société égalitaire, féministe et écologiste.

Un syndicalisme qui construit le rapport de forces

La bataille engagée pour d'autres choix budgétaires montre que l'action unitaire, rassemblée dans un front syndical, politique et citoyen, est indispensable pour inscrire le recul sur les politiques austéritaires comme atteignable. Cela ne sera possible que si le syndicalisme est en capacité de peser sur le champ politique pour obtenir un débouché aux revendications.

Dans cette perspective, l'unité et le renforcement du syndicalisme de lutte et de transformation sociale sont indispensables. Le travail mené avec la CGT et Solidaires, dans la perspective de création d'une « maison commune », doit se renforcer. Mais le syndicalisme n'imposera pas une rupture tout seul. Des cadres d'échanges larges et pérennes, avec les forces de progrès – syndicats, mouvements associatifs, partis – sont nécessaires pour imposer des alternatives et faire reculer l'extrême-droite.

Cela implique de travailler à tous les niveaux, avec les syndiqué·es, actifs·ves et retraité·es.

Pour engager la FSU-SNUipp dans un syndicalisme à l'offensive, engagé pour la société, l'école et ses personnels, votez pour l'orientation défendue par l'École Émancipée et des syndiqué·es hors tendance !

Les élu·es nationaux de l'École Émancipée :

Pierre CAMINADE, Mathias CAZIER, Antoine CHAUVEL, Julie COUPRIE, Mallorie COUSSON, Amélie LAPPRAND, Adrien MARTINEZ, Sandrine MONIER, Justine PIBOULEAU, Manon PILLOY, Céline SIERRA, Cécile STASSI, Valérie TAVERNIER, Magalie TRARIEUX

ÉMANCIPATION

Émancipation une tendance pour un syndicalisme de lutte qui stoppe les agressions et redonne du sens au métier

Les adhérent-es du SNUipp ont à voter pour choisir la tendance la plus proche de leurs conceptions syndicales et de la défense de leurs intérêts, après les échecs répétés de la direction sortante U et A/EE. Ce « droit de tendance » garantit l'expression démocratique et la prise en compte d'avis différents, même s'ils sont encore minoritaires.

Sous des appellations trompeuses, « sans tendance » ou « hors tendances », des tendances qui gèrent le syndicat, et sont donc responsables des reculs, essaient d'attirer les indécis vers leur orientation qui ne cesse de perdre. **Émancipation** propose et assume pleinement son orientation, sans subterfuge.

Réuni-es dans une tendance intersyndicale organisée, les militant-es de **Émancipation** défendent et mettent en pratique, dans les syndicats de lutte et dans les mouvements sociaux, une orientation de transformation sociale anticapitaliste et donc féministe, antimilitariste, écologique et scolaire, radicale et progressiste. Et ce contre toutes les formes de dominations, d'oppression et de répressions, pour l'auto-organisation des luttes à partir des lieux de travail et de vie.

Des revendications unifiantes de transformation sociale

Les attaques contre l'École publique s'aggravent à chaque nouveau ministre : austérité pour la militarisation, privatisation accélérée... Pour contre-attaquer efficacement, la FSU-SNUipp doit se battre pour une école démocratique, laïque, émancipatrice, capable de former des citoyen-n-es libres et éclairé-es, dans une société vivable :

► **Retrait de la réforme des retraites** : pas plus de capitalisation ou retraite à points que de recul de l'âge légal, ni d'allongement de la durée de cotisation, renforcement des droits à pension (pénibilité, interruptions de carrière...).

► **Budgets pour stopper la paupérisation de nos métiers**, l'asphyxie des services publics, l'attaque des droits à la santé et de la sécu avec entre autres l'accord désastreux sur la Protection Sociale Complémentaire (PSC) signé par tous les syndicats.

► **Titularisation immédiate** et sans condition de **tou-tes les non titulaires** (contractuel-les, AESH), pour mettre fin à la précarité.

► **Abrogation de tous les dispositifs initiés par Blanquer** qui caporalisent les enseignant-es, et retirent tous sens au métier.

► **Abrogation de la loi Rilhac** et du « pilotage pédagogique » des directeur-trices d'école. Réaffirmation de la liberté pédagogique et du pouvoir collectif du conseil des maître-esses.

► **Suppression des évaluations nationales standardisées**. Soutien sans faille aux collègues qui refusent de se soumettre à ces reculs.

Mise en place d'une formation des enseignant-es ambitieuse, dans un cadre public à l'opposé du démantèlement actuel qui ne profite qu'aux structures privées.

► **Nationalisation laïque de l'enseignement privé**, sans indemnité ni rachat afin de garantir égalité réelle, mixité sociale, neutralité laïque et protection des jeunes.

Un syndicalisme indépendant, qui résiste et gagne enfin avec :

► **L'abandon du dialogue social** alibi du pouvoir et marché de dupes et caution à la casse de la PSC et de la sécu. Pas de négociations sans rapport de force préalablement établi.

► Les mobilisations **à partir des AG locales** des personnels, avec des revendications claires listant les urgences et les priorités. À commencer par la **solidarité** avec les précaires, entre primaire, secondaire, supérieur.

► La grève, outil central du rapport de force : pas des journées d'action espacées, mais des grèves coordonnées, reconductibles... **avec des sections syndicales des différents niveaux au service de ces luttes.**

► La convergence avec les salarié-es des autres secteurs publics, et des salarié-es du privé, avec les collectifs militants, comme « Bloquons tout », pour **construire ensemble un mouvement social combatif et inclusif, plutôt que de le préempter pour le couler.**

Pour promouvoir une telle orientation, votez Émancipation

Pour la tendance Émancipation :

Philippe LEVET

FRONT UNIQUE

À bas le gouvernement Macron-Lecornu et son projet de budget ! Aucune participation à sa « conférence » contre nos retraites ! Front uni des organisations syndicales contre l'adoption de son budget !

La crise de la bourgeoisie française lui impose de faire passer des budgets de guerre contre les travailleurs, les retraités, les jeunes, les malades, et les chômeurs.

Alors que le rejet de Macron et de ses gouvernements est massif, Lecornu veut faire passer un budget 2026, pire que le précédent : hausse massive des dépenses d'armement et attaques violentes contre le droit à la santé, aux études, au chômage, aux retraites...

Avec sa pseudo-« suspension » de la réforme des retraites et la conférence qu'il propose aux « partenaires sociaux », Lecornu a obtenu, à ce stade, le soutien du PS.

Alors que cette « suspension » n'est qu'un leurre, la CFDT a aussitôt déclaré, comme le PS, qu'il s'agissait d'une « victoire ». Pourtant, le 21 octobre, Macron a été clair : *« ce n'est ni l'abrogation ni la suspension, c'est le décalage d'une échéance »*

Pour Lecornu, son « décalage » et la convocation d'une conférence (sorte de « conclave »-bis) visent à tenter d'associer les représentants syndicaux à de nouveaux coups contre nos retraites (système à points, capitalisation...). Et surtout à obtenir du PS qu'il soutienne le projet de budget Macron-Lecornu et en particulier celui sur la Sécu qui programme 7 milliards de coupes !

Les organisations syndicales doivent :

- ▶ **refuser de participer à la « Conférence sur les retraites et le travail », convoquée par Lecornu.**
- ▶ **engager le combat contre ce gouvernement et son projet de budget.**

Notre syndicat et notre fédération doivent œuvrer à la constitution d'un front uni pour mener ce combat.

Le projet de budget cible particulièrement les écoles. Cette année avec **470** postes supprimés, on a subi **5 000** fermetures de classes. Le projet de budget 2026 prévoit **1 891** suppressions de postes, soit **4 fois plus** ! Aura-t-on **20 000** fermetures de classes à la rentrée 2026 ?

Concernant l'inclusion scolaire, la situation s'aggrave sans arrêt pour les élèves et les personnels. Les notifications MDPH ne sont pas respectées par manque de personnels. Faute de places en établissements spécialisés, des enfants sont « inclus » dans les

écoles. De plus en plus de personnels sont en extrême souffrance. Les AESH, sans statut ni formation et aux salaires de misère, voient leur situation empirer constamment.

Au lieu de dire *« L'inclusion, **oui** ! Mais pas comme ça... »*, notre syndicat devrait combattre **pour que toute inclusion qui ne garantirait pas les besoins des élèves et la sécurité des personnels soit refusée !**

Les gouvernements successifs s'acharnent contre l'école publique et ses personnels. Ils exercent une pression constante contre les enseignants : évaluations, contre-réformes incessantes... Ils veulent briser les solidarités des équipes en faisant des directeurs, des « chefs ». Ils s'attaquent à la liberté pédagogique. Ces gouvernements sont les ennemis acharnés de l'école publique et les soutiens constants de l'école privée.

Notre syndicat doit rompre les concertations avec eux et défendre résolument l'école publique et ses personnels, en combattant toutes les contre-réformes.

Il doit exiger la nationalisation sans indemnités des écoles privées, financées à 75 % par des fonds publics.

Aujourd'hui, la priorité absolue, c'est de combattre le projet de budget Macron-Lecornu.

Front uni des organisations syndicales contre le gouvernement et son budget !

Assez des journées d'action à répétition !

Manifestation centrale à l'Assemblée pour empêcher son adoption !

Depuis 2 ans, le courant Front Unique a combattu constamment pour que notre syndicat et notre fédération se prononcent en soutien inconditionnel au peuple palestinien, pour le boycott total et dans tous les domaines de l'État colonial d'Israël, et pour la convocation d'une manifestation à l'ambassade d'Israël pour stopper son génocide à Gaza.

Soutenez cette orientation en votant *Front Unique* !

Pour le courant Front Unique, le 21 octobre :

Yannick BLÉGENT

UNITÉ, REVENDICATIONS, INDÉPENDANCE SYNDICALE (URIS)**L'heure est à l'action, pas à un « conclave »
pour obtenir l'abrogation de la réforme des retraites et des 64 ans,
le retrait du budget Lecornu,
pour défendre la sécurité sociale et toutes nos revendications.**

Lecornu a promis la suspension de la réforme des retraites. Un recul qui montre l'étendue de la crise politique en cours. Mais rappelons que la demande portée par des millions depuis 2023 est celle d'abrogation de la réforme et des 64 ans.

Mais déjà le gouvernement annonce une nouvelle conférence sociale avec les partenaires sociaux dans laquelle serait discutée la mise en place d'un régime par points, ou par capitalisation pour lesquels, et Lecornu s'en est félicité, la CFDT « n'a pas de tabou ». Alors que la FSU a participé aux discussions versant fonction publique du conclave, le rôle du SNUipp est de mandater la FSU pour refuser de s'associer à cette nouvelle concertation et d'engager l'action pour l'abrogation de la réforme et pour repousser les projets de retraite par capitalisation ou de retraite par points.

Mais surtout cette suspension s'accompagne d'un budget d'austérité :

- ▶ Suppression de 4018 postes d'enseignants dont 1891 dans le premier degré, préparant des milliers de fermetures de classes ;
- ▶ Suppression de la majoration des allocations familiales pour les enfants de plus de 14 ans ;
- ▶ Année blanche pour les traitements des fonctionnaires et les pensions des retraités.

Les représentants de la FSU ont, pour leur part, demandé lors du CSE du 1^{er} octobre « un autre budget ». Pourquoi ce terme ? Faudrait-il cesser de demander le retrait du budget ?

L'heure est à l'action pour obtenir le retrait du budget Lecornu avec 31 milliards d'économies sur le dos des salariés :

La FSU a signé les accords proposés par le gouvernement mettant en place la Protection Sociale Complémentaire qui va s'appliquer à partir de d'avril 2026. Pourquoi s'en cacher dans la presse fédérale ? La FSU doit engager, avec tous les syndicats, dans l'unité, l'action pour la défense de la Sécurité Sociale basée sur le principe « à chacun selon ses besoins » et financée par les cotisations des employeurs : suppression des 300 milliards d'exonérations de cotisations et d'aides aux entreprises.

N'oublions pas que ces plans d'économies visent à permettre l'augmentation du budget de la guerre : 6 milliards de plus, dans le cadre de la loi de programmation militaire accordant 413 milliards en 7 ans à la guerre.

Notre rôle, comme organisation syndicale ne peut pas être de soutenir un ou des partis politiques, ni aujourd'hui lorsqu'ils sont dans l'opposition, ni demain s'ils sont au gouvernement, ni de se prêter aux campagnes de division.

Nous nous souvenons toutes et tous des grèves de 2023 sur les retraites. Mais les 14 journées d'actions ont laissé des traces notamment financièrement pour de nombreux collègues. Elles n'ont pas permis, malgré leur importance, de l'emporter. Pour gagner et pour faire reculer le gouvernement, la FSU ne doit pas s'engager dans un cycle de 14 journées d'actions ou de séries de journées saute-moutons qui sont majoritairement critiquées par les collègues.

L'action est nécessaire et souhaitée par les personnels comme la journée du 18 septembre l'a montré. Ayons en tête qu'une victoire du mouvement social changerait toute la situation et barrerait la route à l'arrivée au pouvoir du RN au moment où la politique de Macron lui ouvre la voie.

L'appel à des assemblées générales est nécessaire tout comme l'appel des organisations syndicales à préparer l'action, la grève, si le gouvernement ne cède pas sur nos revendications. Or la situation actuelle, la position de faiblesse du gouvernement permet de l'emporter. Saisissons l'occasion !

Pour URIS :
Bernard LABAT



BULLETIN DE VOTE EN PAGE SUIVANTE





**Bulletin de vote pour la FSU-SNUipp
Scrutin du 18 novembre au 9 décembre 2025**

Vote national d'orientation

- ☐ **Unité & Action et Sans Tendance**
- ☐ **École Émancipée et des syndiqué-es hors tendance**
- ☐ **Émancipation**
- ☐ **Unité, Revendications, Indépendance Syndicale**
- ☐ **Front Unique**

